

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 02/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PERNOD**

30 BD GAY LUSSAC  
LES ARNAVAUX  
13014 Marseille

Références : [D-1549-MRS-2023](#)

Code AIOT : 0006400675

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement PERNOD implanté 30 Bd Gay Lussac - les arnavaux LES ARNAVAUX 13014 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'instruction du PAC déposé par l'exploitant le 30/06/2021.

Ce PAC a pour objet d'informer le Préfet des modifications apportées sur le mode d'exploitation du site, notamment sur la réorganisation spatiale du site et sur l'augmentation du volume d'activités de l'entrepôt, passant de 41 552 m<sup>3</sup> (APC du 07/06/2016) à 90 314 m<sup>3</sup>, suite à l'ajout des cellules C3 et C4.

Des demandes d'aménagement aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 - rubrique 1510 - enregistrement ont été formulées par l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PERNOD
- 30 Bd Gay Lussac - les arnavaux LES ARNAVAUX 13014 Marseille
- Code AIOT : 0006400675
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PERNOD RICARD FRANCE est autorisée à exercer sur son site de Marseille une activité de production et de stockage d'alcool de bouche.

Le site est composé d'une unité de fabrication et d'embouteillage de pastis, et d'un entrepôt de stockage utilisé pour la production du site mais aussi comme plateforme logistique pour les autres produits du groupe.

L'arrêt préfectoral du 07/06/2016 autorise la société à exploiter un entrepôt constitué de 2 cellules.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- instruction du PAC déposé le 30/06/2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entrepôt - Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4	/	Sans objet
2	Hauteur de stockage de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9	/	Sans objet
3	Dispositif pour confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11	/	Sans objet
5	besoins en eau d'extinction	Autre du 30/06/2021, article paragraphe 6.3 du PAC	/	Sans objet
6	Consommation en eau	Autre du 30/06/2021, article paragraphe 5.1 du PAC	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Mise en conformité de C3 et C4	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, il a été constaté que les 2 nouvelles cellules sont exploitées sans l'autorisation requise.

L'inspection a également constaté que l'exploitant a réalisé des travaux de mise en conformité de l'entrepôt, justifiés notamment par les rapports de mission ENV transmis par courriel post-inspection. L'exploitant a précisé, sans en avoir présenté les détails, que ladite mission ENV consiste notamment à réaliser les travaux de mise en conformité du site au regard des prescriptions applicables.

Les arguments présentés par l'exploitant dans le cadre de ses demandes d'aménagement aux prescriptions de l'arrêté ministériel applicable aux entrepôts couverts sont à étayer dans une note complémentaire.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Entrepôt - Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>(...)</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>(...)</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection n'a pas pu consulter l'état des matières stockées sur le site.</p>

Il est attendu que l'exploitant transmette à l'inspection, <b>d'ici 1 semaine</b> , un extrait de son registre de suivi des stocks justifiant notamment le respect des prescriptions contrôlées ci-dessus concernant les matières dangereuses soumises à 4755-2-a et 4755-1.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Hauteur de stockage de matières dangereuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'entreposage de produits finis se fait au-delà de 5 mètres. Il a également été constaté que les produits stockés à cette hauteur ont un titre alcoométrique volumique (TAV) inférieur à 17°. <p>L'exploitant a formulé dans le porter à connaissance déposé le 30/06/2021, en cours d'instruction, une demande de dérogation à cette prescription afin de pouvoir stocker à 9 mètres sur racks tout type d'alcool de bouche, y compris ceux à TAV supérieur à 40°.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de détailler, par note complémentaire, les arguments justifiant que les risques engendrés par l'entreposage à 9 mètres mis en œuvre sont maîtrisés.  Cette note doit être transmise à l'inspection au plus tard 15 jours après notification du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Dispositif pour confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a exposé en séance qu'il lui est impossible de mettre en place un dispositif externe de rétention des eaux d'incendie. <p>L'inspection a constaté que les 4 cellules ont été conçues de manière à pouvoir retenir à l'intérieur les eaux d'extinction. Des caniveaux, de part et d'autre des portes séparatives des cellules ont été mis en place. L'exploitant a indiqué que ces caniveaux disposent de siphon coupe-feu.</p>

L'exploitant a formulé dans le porter à connaissance déposé le 30/06/2021, en cours d'instruction, une demande de dérogation à cette prescription afin de pouvoir confiner les eaux d'extinction à l'intérieur des cellules.

Il est demandé à l'exploitant de détailler, par note complémentaire, les arguments justifiant que les risques engendrés par la mise en œuvre de dispositif interne de confinement des eaux d'incendie en présence de matières dangereuses sont maîtrisés.

Cette note doit être transmise à l'inspection au plus tard 15 jours après notification du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Mise en conformité de C3 et C4

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives

**Prescription contrôlée :**

les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;
- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent » à celui exigé pour ces parois. « La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;

les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;

- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi

La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;

- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.

**Constats :**

L'inspection a constaté que des travaux ont été réalisés dans les cellules C3 et C4 qui sont déjà en exploitation.

L'exploitant a transmis par courriel du 29/09/2023 les rapports de la mission ENV qui portent "sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou de demande d'autorisation." :

- le rapport final n° 158 du 29/09/2023, relatif à la restructuration du site production, du local de charge, du quai de chargement, du poste accueil et du pôle logistique a précisé « sans observation » pour la mission ENV - Environnement.

- le rapport final n° 159 du 29/09/2023, relatif aux travaux relatifs à la palettisation - convoyeur - locaux sociaux et bureaux a précisé « sans observation » pour la mission ENV - Environnement.

Au vu de ces 2 rapports, l'inspection considère que les dispositions constructives ci-dessus sont mises en œuvre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 5 : besoins en eau d'extinction**

**Référence réglementaire :** Autre du 30/06/2021, article paragraphe 6.3 du PAC

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre incendie

**Prescription contrôlée :**

Les besoins en eau d'extinction ne seront pas modifiés, les deux nouvelles cellules ayant les mêmes dimensions que les deux cellules existantes, la surface de référence utilisée pour la détermination à l'aide de la règle de calcul D9 reste inchangée. Pour rappel, le débit d'extinction nécessaire est de 180 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures

**Constats :**

L'inspection n'a pas pu vérifier la disponibilité des 180 m<sup>3</sup>/h pendant 2 h.

Il est attendu que l'exploitant transmette les éléments correspondants sous 15 jours.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 6 : Consommation en eau**

**Référence réglementaire :** Autre du 30/06/2021, article paragraphe 5.1 du PAC

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consommation en eau

**Prescription contrôlée :**

L'augmentation de la consommation d'eau par l'installation liée à l'extension de l'entrepôt de stockage (principalement eaux de nettoyage), la création d'un convoyeur, le réaménagement des

lignes d'embouteillage, et la création d'un laboratoire de contrôle qualité ne sera pas significative au regard des volumes prélevés par l'installation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection n'a pas pu consulter le document de suivi de la consommation d'eau du site.</p> <p>L'impact de l'augmentation du volume d'activités sur le volume d'eau consommé doit donc être précisé.</p> <p>Par ailleurs, il est attendu que le PSH du site, plan de sobriété hydrique, soit finalisé au plus tard 15 jours après notification du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet